

## LA LIBYE RÉPUBLICAINE

### ESSAI D'ANALYSE D'UN CHANGEMENT POLITIQUE

L'étude du système politique libyen, avant ou après la Révolution du 1<sup>er</sup> septembre, risque de se perdre dans deux voies également décevantes :

- l'anecdotique plus ou moins significatif,
- l'analyse de l'influence des facteurs économiques et sociaux qui ne laissent qu'une autonomie réduite aux choix politiques.

Cette situation n'est-elle pas une donnée de base des régimes oligarchiques, traditionnels ou militaires, en pays sous-développé ?

La Monarchie Senoussi a été mise en place dans un Etat pauvre pour assurer des fonctions politiques stables et limitées. L'affluence soudaine des ressources a durci le système à un point tel, qu'une rupture violente est devenue inévitable. Plusieurs modèles de changement étaient sans doute possibles. Celui qui l'a emporté n'était pas, de loin, le plus attendu.

L'importance des transformations dues à l'économie pétrolière était certes connue sous l'ancien régime. Mais les observateurs étaient tentés de négliger ces données à cause de facteurs qui leur semblaient prédominants. En réalité, on ne craignait que les actions inspirées de l'extérieur, où l'on espérait pouvoir facilement déguiser en intervention extérieure un mouvement d'agitation tant soit peu important. Le traité anglo-libyen de 1953, la base de Wheelus, la présence de la 6<sup>e</sup> flotte et la production pétrolière fournissaient des raisons suffisantes de croire qu'au cas où la force publique libyenne ne réussirait pas, à elle seule, à maîtriser un mouvement de révolte, une intervention semblable au débarquement des Marines à Beyrouth en 1958 ne tarderait pas à se produire. Le modèle de défense de la société monarchique supposait en fait une intervention égyptienne qui déclencherait à son tour les mécanismes d'une contre-intervention. Par ailleurs, le poids supposé de la société tribale laissait croire que l'on viendrait facilement à bout d'une agitation urbaine isolée.

La Monarchie effondrée, les facteurs économiques, militaires et même tribaux, devraient conserver une certaine importance. Certes, l'unité nationale n'est pas remise en question. Les bases militaires sont apparues aussi démodées que la Monarchie. Mais le pétrole demeure la base de l'économie et de la société libyennes. Sa production et sa commercialisation sont toujours sous le contrôle des compagnies occidentales. Le rôle principal de l'Etat reste, comme sous la Monarchie, la redistribution des fruits de la richesse pétrolière. L'oligarchie militaire qui a succédé au Roi Idriss a choisi, depuis son arrivée au pouvoir, une voie politique faite de risques et de paradoxes.

Comment peut-on concilier ces hasards et ces choix avec ces données fondamentales qui sembleraient devoir déterminer tous les facteurs politiques ?

## I. — UNE MONARCHIE VICTIME DE L'ECONOMIE PETROLIERE

La création de la monarchie libyenne dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale apparaît comme le résultat d'une série de choix négatifs de la part de la Grande-Bretagne. L'action politique des nationalistes libyens divisés et peu nombreux n'a eu qu'un effet d'appoint dans le processus de construction nationale. Les Anglais n'ont pas voulu continuer à administrer le pays directement ni le rendre aux Italiens, ni favoriser un mandat égyptien. Ils ont préféré créer un Etat monarchique client, suivant une formule qui avait fait ses preuves au Moyen-Orient après la Première Guerre Mondiale. Leurs liens avec la Senoussia et son chef dataient de cette époque. Réfugié au Caire l'Emir Idriss avait toujours été en contact avec l'administration anglaise. En 1940, il n'avait pas hésité à mettre son prestige au service des Alliés pour réunir les chefs de tribus et former un corps d'auxiliaires libyens (1).

Dans ces conditions, l'Indépendance libyenne n'offrait que des avantages pour la Grande-Bretagne. Elle écartait les appétits français, italiens, égyptiens ou même soviétiques, tout en créant un Etat dont la pauvreté garantissait la docilité. Un système fédéral calqué sur celui des Dominions diminuait encore le poids d'une monarchie à caractère religieux qui assurait son pouvoir en arbitrant entre les représentants des tribus et les bourgeois des villes du littoral.

Certes, Benghazi et surtout Tripoli manifestaient périodiquement leur opposition. Mais leurs représentants restaient isolés dans un Parlement composé en majorité de ruraux. Le pouvoir, peu enclin aux risques, ne se souciait guère de liberté électorale. Pendant longtemps le Roi a été le seul symbole de l'unité nationale. Il excellait à maintenir un équilibre incertain entre forces centrifuges et personnalités rivales.

Ce style politique aurait pu durer si la Libye était restée un Etat pauvre, sans espoirs et sans problèmes. La découverte du pétrole a incontestablement accru les facteurs unitaires et les pressions extérieures sans pour autant modifier les méthodes de la monarchie. En 1963, un décret royal a aboli l'Etat Fédéral. En réalité, le premier plan quinquennal, la construction d'un excellent réseau routier, l'établissement de lignes aériennes intérieures, l'extension de l'enseignement et la croissance de la population agglomérée dans les villes du littoral, ont plus fait pour donner un caractère unitaire au pays que les décisions réglementaires.

Indirectement le poids relatif de la société rurale et du nomadisme sur lesquels s'appuyait l'ancien régime, a été réduit par l'introduction d'une

(1) Majid KHADDURI. — *Modern Libya*, John Hopkins, 1963, p. 30.

économie monétaire généralisée. Les salaires ont été multipliés en moyenne par 5 dans la période 1960-70 et le gouvernement a redistribué largement la richesse pétrolière en créant des emplois inutiles.

Dans ces conditions les liens personnels de la société traditionnelle ont été ruinés. Ces liens prenaient parfois des formes voisines de l'esclavage accepté à cause des contreparties d'entraide qu'il représentait. Au Fezzan le souvenir des famines restait proche dans la mémoire collective. Les hauts salaires distribués au désert par les pétroliers ont fait disparaître les bergers et les métayers, détruisant du même coup les clientèles et les solidarités. Une fois l'économie rurale déséquilibrée, il ne restait plus aux individus qu'à rejoindre les bidonvilles ou à trouver un emploi administratif.

Cette évolution qui vidait les structures tribales de leur signification affectait aussi indirectement l'organisation religieuse. On ne s'apercevait pas à première vue des deux phénomènes. Les chefs traditionnels parlaient toujours aussi fort que par le passé et usaient de leur influence pour se créer de nouveaux profits et reconstituer leur clientèle sur une base moderne. Le sentiment et la pratique religieux imposaient un Ramadan austère et multipliaient les mosquées et les pèlerinages. Mais le puritanisme s'associait mal à une croissance des besoins insatisfaits, créant des personnalités torturées. L'Islam se fonctionnarisait à un moment où les croyants s'atomisaient. La Senoussia devenait une agence de redistribution de revenus et perdait son caractère mobilisateur.

Cette évolution entraînait des tensions qui eurent pour effet de figer le système politique. Le régime avait jusqu'alors toléré une certaine liberté de presse et accepté l'existence de personnalités politiques non orthodoxes. La centralisation accentua l'arbitraire administratif. Une police spéciale recrutée parmi les tribus de la Cyrénaïque, constituait le meilleur garant du statu quo. La censure veillait sur les nouvelles et il devenait difficile pour les mal pensants d'entrer ou de sortir du pays.

Mais la Libye ne pouvait se refermer sur elle-même. De nombreux libyens, hommes d'affaires, fonctionnaires ou étudiants, se rendaient à l'étranger. A partir de 1960 le nombre de ces derniers envoyés dans les universités anglo-saxonnes s'accroît. A l'inverse, la Libye récupère un nombre considérable de nationaux ayant vécu en Egypte, en Tunisie, au Moyen-Orient et au Tchad. Le Roi leur ouvre même l'accès à la classe politique. Ils y représenteront un courant réformiste efficace s'opposant parfois aux groupes tribaux et religieux. Leur poids dans certains secteurs administratifs est loin d'être négligeable.

Dans les villes du littoral où ils se regroupent, ils occupent une place importante dans la classe moyenne. Leur rôle mérite attention car ils sont à la fois intégrés et étrangers au pays. Certains d'entre eux sont les descendants de dirigeants des années 1920-30 qui avaient pu émigrer plus facilement sous la pression de la colonisation italienne, que le petit peuple des villes ou des tribus. Ils retrouvent, grâce à leur parenté et à leur compétence, un statut social qui en fait des hommes influents. Cette situation entraîne des effets politiques contradictoires. Anciens émigrés, ils ne se sentent pas assez intégrés au pays pour tenter des changements

révolutionnaires. Par certains côtés, ils se sentent solidaires de la monarchie qui revient, elle aussi, d'émigration. Ils maintiennent cependant un courant d'idées non conformistes dans l'administration et les milieux politiques. Ils ont une certaine aisance dans leurs rapports avec les étrangers qui s'étonnent alors du décalage entre l'élite et les masses. Les Libyens de l'émigration connaissent souvent bien les autres pays du monde arabe et jugent avec tendresse et scepticisme leurs efforts vers l'unité.

Mais cette élite libyenne de l'extérieur est entrée en compétition avec l'ébauche d'élite formée dans le pays depuis l'Indépendance. D'origine sociale souvent plus modeste et plus rurale, moins à l'aise dans la connaissance du monde, la nouvelle élite était à la fois en conflit avec ses pères et avec l'élite cosmopolite. L'arabisme et l'unité lui apparaissaient comme les seuls moyens légitimes d'échapper au poids des traditions sans pour autant perdre son identité. L'opposition à la monarchie prenait l'apparence d'une querelle de générations et s'amplifiait à cause de son rôle de frein à l'unité arabe.

Si la personnalité du Roi était peu critiquée, on s'attaquait par contre aux hommes politiques et aux familiers du Palais qui tiraient largement profit des contrats de concession ou des marchés de l'Etat. De plus, le Roi Idriss était âgé et l'on savait qu'il ne tenait guère au pouvoir. Le problème de changement politique devenait donc un problème de succession. Le régime ne pouvait guère évoluer sans rupture. Des premiers ministres réformateurs comme Baccouche ou Fekini avaient bien essayé de transformer ce despotisme attardé en despotisme éclairé. Mais il était trop tard pour assurer une transition paisible à cause des appétits que faisait naître l'attrait du pouvoir parmi ceux qui estimaient à des titres divers, qu'il devait leur revenir.

## II. — LES MECANISMES DU CHANGEMENT

Il est banal de constater que l'économie pétrolière a été le facteur principal d'évolution du système politique libyen. Encore faut-il tenter d'expliquer comment ce changement a entraîné une réaction centralisatrice et autoritaire, sans pour autant constituer un appareil politique efficace.

La monarchie a essayé d'étendre le domaine de son arbitrage aux problèmes nouveaux. Concilier d'un côté les demandes des sociétés pétrolières et des puissances occidentales, de l'autre, les essais d'emprise idéologique et politique du monde arabe révolutionnaire était plus difficile que de maintenir un équilibre fragile entre les notables des villes et des tribus. Par ailleurs, les villes voyaient se développer une classe moyenne nouvelle. Les gestionnaires de l'administration songeaient à organiser l'avenir du pays suivant un système planificateur. Les notables ruraux se souciaient avant tout de préserver un statut hérité du passé sans pour autant dédaigner les avantages économiques du présent. A tenter de maintenir un équilibre incertain entre ces forces puissantes la monarchie risquait de perdre sa légitimité. Elle était tentée de procéder à des abandons contradictoires qui

n'apportaient que des solutions à court terme. Aux pays arabes révolutionnaires on accordait des pensions à la mesure des menaces qu'ils auraient pu faire poser sur le régime. Les occidentaux pouvaient continuer avec quelques concessions à exploiter le pétrole et à utiliser les bases. La classe moyenne voyait ses revenus augmenter par la spéculation, la multiplication des emplois inutiles et les multiples canaux qui permettaient la redistribution des profits assez larges de la corruption. On laissait, par ailleurs, les chefs tribaux se tailler des apanages dans les terres collectives et prélever au passage leur part des ressources distribuées par l'état.

Cette politique accélérât la destruction de la société traditionnelle. Mais le roi Idriss était trop âgé pour se plier aux exigences d'un nouveau style de gouvernement qui aurait supposé un partage de son autorité. En dépit des pressions et changements il voulait rester le chef de la Senoussia qui doit être obéi en dernier ressort parce qu'il a pour mission sur terre de maintenir les fidèles dans la voie du Bien Suprême. Il était plus prêt à renoncer au pouvoir temporel qu'à un style d'autorité qui correspondait mieux à la Libye du début du siècle.

Par ailleurs, on savait qu'un problème dynastique se posait depuis longtemps déjà. Le Roi voulait barrer le pouvoir à la branche cadette de la Senoussia. Sans héritier direct il avait investi un Prince Héritier pour lequel il ne montrait guère d'estime et qui paraissait peu apte à gouverner.

Son soutien allait en fait à un groupe de familiers d'origine algérienne, les Chelhi. Depuis l'Indépendance ceux-ci faisaient figure de Maires du Palais. La branche cadette de la Senoussia avait fait assassiner en 1954, Ibrahim Chelhi, Conseiller privé du Roi, dont elle soupçonnait l'influence néfaste à son pouvoir. Mais les fils d'Ibrahim Chelhi avaient bientôt pris la place de leur père dans la faveur royale. Ils avaient la haute main sur l'armée et la police et devenaient des intermédiaires utiles et efficaces dans les relations avec les compagnies pétrolières et les anglo-saxons. Ils disposaient des moyens techniques d'effectuer un changement politique, d'autant plus facile que le Roi semblait favoriser leurs desseins en imposant le mariage d'Omar Chelhi avec la fille d'un ancien premier ministre Hussein Maziq, Chef de la tribu la plus prestigieuse de Cyrénaïque, les Barassa. Ce mariage aurait donné aux Chelhi la base libyenne qui leur manquait, en leur assurant le soutien ou pour le moins la neutralité des forces traditionnelles.

Il semble que plusieurs modèles de coup d'Etat ou de contre-coup, se soient organisés en réaction contre ce système de succession anticipée dont le Roi Idriss favorisait la mise en place. Avant son départ pour un long voyage en Grèce et en Turquie pendant l'été 1969, les occidentaux et même le Président Nasser, auraient été mis au courant des projets des Chelhi et les auraient acceptés à condition de ne pas perdre dans un cas, leurs avantages pétroliers et stratégiques, dans l'autre, leurs subsides.

Cette situation créait les conditions d'un changement brusque du pouvoir mais rendait l'issue incertaine. Le principe monarchique était remis en cause à la suite d'une querelle dynastique. Certains prétendants qui

auraient pu être légitimes étaient écartés et le prétendant officiel était contestable et contesté. Des aventuriers se préparaient à s'emparer du pouvoir en se ménageant des complicités passives le plus souvent.

Leurs tentatives suscitaient l'envie d'autres groupes aussi peu légitimes que le leur. Certains officiers supérieurs étaient tentés d'agir pour leur propre compte. Des hommes d'affaires et des technocrates tripolitains pensaient gouverner à l'aise derrière le Prince Héritier. Enfin de jeunes militaires sans doute au courant des tribulations de leurs aînés, étaient seuls à partager une idéologie qui pouvait mobiliser les foules : le nationalisme arabe. Les manœuvres de leurs adversaires avaient eu pour effet de démobiliser et sans doute de démoraliser l'appareil d'Etat en particulier les forces de répression. On n'expliquerait pas autrement la facilité avec laquelle les officiers libres libyens se sont emparés du pouvoir avec d'aussi faibles moyens.

Sur le plan tactique leur technique de contrôle de l'Etat mérite attention. Peu nombreux, les militaires ont choisi semble-t-il, une tactique de bluff habile pour s'imposer à leurs collègues, désarmer leurs adversaires et arrêter les réactions étrangères potentielles. Grâce à des mesures de couvre-feu très strictes, en faisant diffuser par la radio l'ordre de rester chez eux, aux policiers et aux fonctionnaires, ils ont paralysé l'appareil d'Etat à un moment où ils n'étaient pas en mesure de le contrôler, dans sa totalité. Le succès de cette tactique prouve que la volonté de résistance était déjà affaiblie ou pour le moins qu'un élément de surprise a joué en leur faveur. Il semble bien que ces deux facteurs aient contribué au succès du coup d'Etat des Capitaines.

Le ralliement immédiat des dignitaires de l'ancien régime, à commencer par le Prince Héritier, apporte la preuve de la crise morale qui existait au sein de la classe dirigeante. Non seulement les ministres et les généraux ne s'opposent pas à la Révolution, mais ils proclament à la télévision, dans un style maoïste, l'indignité du système précédent et leur ralliement au socialisme. La crainte ou un effort désespéré pour maintenir leurs privilèges n'expliquent pas, à eux seuls, ces ralliements.

Par ailleurs, les Capitaines ont su bénéficier de la surprise des responsables qui s'attendaient à voir le déclenchement imminent de l'un des coups auxquels allait leur préférence. Ils se sont gardés de dissiper les malentendus avant d'avoir la situation bien en main. L'attentisme a été la réaction naturelle des fonctionnaires d'autorité maintenus dans l'incertitude et paralysés à mesure que le temps passait. La structure du pays favorisait, en outre, le succès de telles entreprises. Les grandes villes, après un premier moment de surprise, réagissaient très favorablement. Leur opposition aurait pu rendre la tentative incertaine. Le reste du pays est constitué d'îlots politiques et humains reliés par des axes routiers peu nombreux et faciles à surveiller.

Les bénéficiaires de la situation créée par la quasi-démission de la Monarchie, n'ont pas été en fin de compte ceux qui étaient le mieux préparés mais le groupe dont les motivations idéologiques étaient sans doute

les plus profondes et qui pouvait recueillir très vite un large consensus en milieu urbain. Il reste à voir comment des idéologues chanceux peuvent gouverner.

### III. — L'ORDRE NOUVEAU

Un Coup d'Etat réussi devrait être l'occasion d'un changement profond. Le nouveau régime voudrait donner l'illusion du mouvement grâce à une politique étrangère active, contrastant avec la prudence de l'ancien régime. Mais sur le plan intérieur les données de base du système social et politique demeurent curieusement inchangées. S'agit-il d'une situation d'attente préparant des choix décisifs, d'une réaction de crainte devant des mécanismes complexes qu'une intervention maladroite risquerait de dérégler, ou d'un statu-quo maintenu faute d'imagination politique ?

La monarchie avait laissé s'accomplir à son corps défendant une certaine modernisation des structures influencée par l'économie pétrolière. Cette évolution avait donné naissance à une classe moyenne bureaucratique nécessaire pour assurer la gestion du système. Cette classe où la proportion d'anciens émigrés était particulièrement élevée avait fini par fronder la monarchie sans pour autant croire qu'il lui était possible de remettre en cause le système politique.

L'économie pétrolière semble exercer une influence inverse sur la Libye révolutionnaire rendant délicate l'hypothèse d'un déterminisme politique. Les circonstances mêmes du changement ont influencé sa signification, tout d'abord en détruisant certains mythes. En premier lieu, la classe dirigeante de l'ancien régime vivait à l'abri d'une sorte de ligne Maginot politique constituée par un système de protection contre la subversion étrangère renforcé par un système d'assurances auprès des pays arabes révolutionnaires. Un autre mythe concernait le poids des tribus en particulier en Cyrénaïque. La faible résistance opposée au nouveau régime montre à quel point les structures anciennes avaient été ruinées par l'économie pétrolière. Il en a été de même des hypothèses sur la fragilité de l'unité nationale. A aucun moment, celle-ci n'a été mise en cause. On a pu pratiquement supprimer Beida comme capitale, composer un gouvernement où les Tripolitains étaient largement majoritaires, installer les centres de décision à Tripoli, sans qu'une protestation tant soit peu importante n'ait lieu.

Il reste à voir comment l'économie pétrolière influencera le système politique républicain après avoir accéléré l'effondrement de la Monarchie. Si la Libye révolutionnaire reste un Etat rentier, elle s'efforce de faire oublier son argent facile et mal gagné par toute l'agressivité du socialisme arabe.

L'économie pétrolière condamne la Libye à la dépendance et le milieu naturel et humain empêche, pour longtemps, le développement d'autres ressources. Ce pays est un désert où les régions de Tripoli et Benghazi font figure de grandes oasis. Les ressources minières autres que le pétrole sont rares et peu importantes. L'agriculture décline, en dépit des efforts du

gouvernement tendant à lancer un vaste programme d'aménagements ruraux qui se situe en fait dans la tradition de la colonisation italienne. Mais le fascisme pouvait disposer d'un paysannat nombreux, familiarisé avec l'agriculture méditerranéenne, alors que les attitudes et les valeurs du paysannat libyen sont encore celles d'une société nomade peu habituée à l'effort personnel.

La politique suivie depuis le début de l'essor pétrolier n'a guère abouti à transformer ces attitudes dans le sens d'une valorisation des activités productives. L'Etat a multiplié les emplois inutiles et bien rémunérés. Il tend aujourd'hui, sous couvert de libyannisation, à faire prendre un relais forcé par le secteur privé. Mais les incitations au développement agricole ou industriel restent toujours aussi incertaines.

Seul, le secteur tertiaire, commerce, transports, spéculation immobilière, a monopolisé avec un certain succès le potentiel d'énergie des nationaux. Favorisé par l'ancien régime, ce secteur a enregistré une baisse très nette depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Il en résulte un mécontentement des commerçants dont le chiffre d'affaires a été réduit de 30 à 50 %. Les étudiants souvent issus des mêmes groupes sociaux, superposent au mécontentement familial une idéologie de gauche sensibilisée au manque de libertés formelles et à l'absence d'orientations nettes du régime sur le plan intérieur.

#### A. — LA POLITIQUE PÉTROLIÈRE.

La situation actuelle pourrait, certes, changer du fait soit des compagnies, soit d'une décision de l'Etat. Dans l'immédiat, les pétroliers s'accrochent au statu quo essayant de rentabiliser au plus vite leurs investissements. Les actions entreprises par l'Etat se sont situées dans la ligne des revendications déjà présentées sous l'ancien régime : un relèvement des prix de base fiscaux et libyannisation progressive du personnel. Le Ministère du Pétrole réclame une augmentation de 40 cents par baril. Avec une belle unanimité, les représentants des compagnies ne veulent rien consentir et poussent la production tout en réduisant les recherches. On semble maintenant s'acheminer vers une solution de compromis qui aboutirait à une augmentation de 10,15 ou même 20 cents, supportable par les Compagnies. La négociation ressemble à une gigantesque partie de poker. Les partenaires gardent le contact et cherchent à s'intimider mutuellement, sans aller jusqu'à l'irréparable.

Au départ, les révolutionnaires libyens ont été d'une prudence étonnante à l'égard des compagnies, continuant, comme le Roi Idriss, à toucher le loyer des sables du désert. Cette passivité dans la dépendance a sans doute été une des causes de leur agressivité superficielle. Elle ne pouvait durer indéfiniment. Une certaine logique de type castriste poussait à obtenir sur ce plan des succès monnayables auprès de l'opinion publique. Le Colonel Quaddhafi avait déjà annoncé ses intentions en mettant en parallèle, dans un discours à Beida début avril, l'évacuation des bases étrangères et la négociation avec les Compagnies Pétrolières.

Les contacts avec les Algériens, la nécessité de trouver un nouveau thème mobilisateur les amène maintenant à pratiquer une tactique de harcèlement systématique. Faute d'aboutir à un accord sur les prix, certaines compagnies se voient imposer des limitations importantes de production qui influenceront également les rentrées budgétaires libyennes. Esso ne peut exporter le gaz naturel produit à Marsa Brega. Récemment la nationalisation de l'importation et de la distribution des produits raffinés, confirme l'influence du modèle algérien. Enfin, la libyannisation des emplois aboutit à des brimades à l'égard des techniciens étrangers et risque d'entraîner des pressions pour confier des postes de haute qualification à des libyens mal préparés.

Toutes ces mesures accroissent les coûts d'opération des compagnies sans anéantir pour autant leurs bénéfices. Mais les responsables libyens savent-ils exactement jusqu'où ils peuvent aller sans risquer une crise grave ? S'agit-il encore d'une tactique habile cherchant à forcer l'adversaire à faire des propositions, ou d'un grignotage plus ou moins aveugle. Les deux tendances doivent exister parmi les dirigeants libyens. Leur orientation finale peut dépendre de facteurs extérieurs. Si les anglo-saxons s'engagent dans une politique de soutien à Israël, il serait tentant de se venger sur les compagnies pétrolières. De même, une nationalisation de l'exploitation du pétrole en Algérie aurait des effets contagieux auxquels il serait difficile de résister. A l'opposé une solution pacifique du conflit israélo-arabe aurait pour effet de consolider la situation actuelle. En tout état de cause il semble bien que si les Algériens poussent les Libyens à l'intransigeance pour renforcer leur propre position dans leurs négociations avec les Français, le Président Nasser, soucieux de maintenir ses ressources, semble exercer une influence modératrice.

La politique pétrolière reste donc encore pour l'essentiel dans la ligne de l'ancien régime avec plus d'intensité et plus d'incertitudes. Il est certain qu'une politique aventuriste aurait vite pour effet, étant donné la structure de l'économie libyenne, d'entraîner une baisse insupportable du niveau de vie. Mais cet argument, s'il est perçu par certains responsables, est vite rejeté comme une dépendance inacceptable. Ses effets politiques ne pourront guère être ressentis qu'à posteriori sous la forme d'une accélération du retour au pouvoir de gestionnaires dans le style des réformateurs de l'ancien régime.

#### B. — LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

La politique étrangère est aussi, par maints aspects, déterminée par référence à l'ancien régime. Les officiers libres libyens ont voulu situer là leur principale condamnation de la Monarchie, pactisant avec les occidentaux, et n'apportant qu'un soutien limité à la cause arabe. Ils ont cherché dans le thème de la Palestine un fondement de légitimité mobilisant le pays autour d'eux, stimulant son comportement religieux et puritain pour le « Jihad » et niant la Nation pour s'intégrer à une « Oumma » arabe et islamique.

On pourrait rapprocher cette démarche de celle de la Senoussia qui, au siècle dernier, s'efforçait de transcender les conflits tribaux pour lutter contre la pénétration française, anglaise ou italienne, tout en assurant son propre pouvoir. Il reste en Libye un vieux fond d'Ibadisme qui ne doit pas être étranger aux comportements messianiques et puritains, quelle qu'en soit la forme du moment. Instinctivement les dirigeants sentent là, une source de légitimité dont il vaut mieux ne pas trop s'écarter.

La politique étrangère du Conseil de Commandement de la Révolution comporte, comme sa politique pétrolière, un aspect agressif et un aspect prudent. Généralement les observateurs n'insistent que sur le premier, mettant en avant les déclarations tonitruantes sur la Palestine, la répudiation du Maghreb et la soumission à Nasser. Il est vrai que les nouveaux responsables libyens cèdent volontiers à la griserie de la parole. Ils veulent se prouver par là, leur propre existence et celle de leur pays, comme élément important et autonome de la communauté arabe. L'évacuation des bases étrangères a été obtenue facilement par cette tactique, version nouvelle des trompettes de Jéricho. Il n'est pas certain que des méthodes identiques servent utilement en d'autres circonstances, qu'il s'agisse des affaires pétrolières ou d'Israël.

En fait, la Libye mobilise ses forces pour exercer une influence sur des affaires qui restaient jusqu'alors du domaine exclusif des pays du Machrek (2), en premier lieu de l'Égypte qu'il s'agisse de l'organisation du front oriental ou des essais d'union des mouvements palestiniens. Son pouvoir vient certes des contributions financières qu'elle distribue au même titre que l'ancien régime. Mais alors que les autres pays arabes avaient tendance à considérer ces subsides comme un dû, ils savent maintenant qu'ils doivent se mériter au moins par une communion dans l'exaltation du « Jihad ».

La volonté d'union n'est que la poursuite de cette idée. La renonciation à l'idée de nation implique pour les révolutionnaires libyens, la fusion dans un ensemble plus vaste auquel ils espèrent bien donner une impulsion. Il ne s'agit donc pas d'une perte de moyens, mais au contraire d'une tentative pour s'assurer le contrôle d'instruments à la mesure de leur richesse et de leurs ambitions.

Cette politique peut rencontrer deux obstacles majeurs. Le premier, noté par maints observateurs, est constitué par la réticence du peuple libyen qui ne suit pas du tout les intentions unitaires de ses dirigeants et craint d'avoir à partager ses terres et ses emplois avec les Égyptiens. Le second obstacle est constitué par les contradictions avec les aspects proprement nationaux de la politique de Nasser. L'Égypte est loin du puritanisme libyen. Si, en dépit des condamnations tonitruantes des États-Unis, elle recherche une paix de compromis, cette politique recueillera-t-elle la caution des dirigeants libyens ? S'insurgeront-ils alors contre ce qu'ils estimeraient être une capitulation ou soutiendront-ils une attitude qui les contraindrait

(2) Le sommet arabe de Tripoli, tenu à l'occasion de l'évacuation de la base de Wheelus, semblerait prouver qu'elle y réussit en partie.

à une nouvelle définition de leur propre position ? Pour rester logique avec eux-mêmes ils pourraient décider de se désolidariser d'une Egypte qui ne serait plus le fer de lance de l'arabisme. Le soutien de l'Algérie leur sera alors acquis autant par hostilité à l'Egypte que par désir de créer une solidarité profonde avec la Libye dans le domaine pétrolier.

La politique algérienne actuelle de la Libye peut autant s'interpréter par le désir d'avoir un second fer au feu en cas de défaillance égyptienne, que par une communauté réelle d'intérêts qui rapprocherait la Libye du Maghreb, avec cette fois l'Algérie comme intercesseur principal et certaines affinités profondes de régimes militaires socialisants.

L'attitude de la Libye à l'égard des grandes puissances semble empreinte de prudence et de défiance. En dépit de son soutien à la cause arabe, et de ses intercesseurs égyptiens, l'U.R.S.S. n'a pas réussi à s'implanter alors qu'elle nourrit en Libye, des ambitions qui datent de la fin de la deuxième guerre mondiale. Les Libyens n'hésitent pas à condamner la présence de la flotte russe en Méditerranée au même titre que celle de la 6<sup>e</sup> flotte. Ce pays n'a pas non plus acheté d'équipement militaire soviétique. Cependant la position de l'Union Soviétique pourrait grandement changer si la production de pétrole était nationalisée. Il est probable qu'un accord du type de ceux qui assurent l'écoulement du sucre cubain ou du vin algérien serait alors, la seule solution, pour éviter de trop grandes catastrophes.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont soumis à une pression constante, sans entraîner jusqu'alors de rupture sur des points essentiels. Ces deux pays ont été tout d'abord soupçonnés de songer à restaurer le Roi Idriss, puis de manœuvrer contre le pouvoir révolutionnaire. Après l'évacuation des bases de Wheelus et d'El Adem, ils peuvent espérer retrouver l'occasion de coopérer avec la Libye, même dans le domaine militaire.

Pour le reste, l'influence culturelle anglo-saxonne demeure et les nouveaux dirigeants croient, peut être encore plus que les anciens, que la modernisation de l'économie doit se faire suivant ce modèle. Si la vie quotidienne des experts anglais et américains est rendue souvent difficile, on peut difficilement se passer d'eux. On peut, tout au plus, imaginer des opérations de diversifications des relations économiques qui devraient bénéficier aux Allemands, aux Français, et aux Italiens.

Les Allemands ont été indirectement victimes du discrédit frappant les Mercedes considérées comme symbole type des splendeurs de l'ancien régime. Ils pâtissent aussi de la fermeture de la brasserie de Tripoli qui entraîne le licenciement de 500 travailleurs libyens. Mais ils restent les premiers clients pétroliers de la Libye et leur poids économique a empêché, jusqu'à ce jour, le nouveau régime de reconnaître la R.D.A. en dépit des pressions de l'Union Soviétique.

Les Italiens ne sont guère ménagés par le nouveau régime. Leurs écoles ont été fermées à Benghazi. Ils peuvent craindre, parfois, que les évocations insistantes du passé national libyen entraînent des incidents au niveau populaire. Leur communauté, nombreuse et modeste, est la plus touchée par les expulsions et par le marasme économique qui s'installe.

Sur 30 000 personnes, 10 000 seraient décidées à quitter le pays dans le courant de l'année. Mais leur commerce extérieur et l'activité de leurs grandes entreprises restent importants.

La France jouit d'une cote de faveur à cause de son boycott des ventes d'armes à Israël, aussi longtemps que cette politique ne s'assouplira pas. Cependant, le français a été supprimé du 1<sup>er</sup> cycle secondaire en même temps que l'anglais disparaissait du primaire. Les Mirages qui viendront un jour équiper les escadrilles libyennes créeront-ils d'autres liens ? Mais les difficultés françaises au Tchad peuvent aussi, si elles durent, empoisonner les relations avec la Libye dont les nouveaux dirigeants ont tendance à se poser en défenseurs universels de la foi islamique.

La vente des Mirages a monopolisé l'attention sur l'un des aspects de la coopération entre les deux pays qu'il conviendrait d'essayer de situer à sa juste place. Pour les militaires libyens les motivations ne semblent pas avoir dépassé le choix d'un armement moderne par l'élimination d'une série d'hypothèses concernant les fournisseurs éventuels. Par contre, certains hommes politiques liés à la Révolution ont pu avoir d'autres ambitions. Le Ministre des Affaires Etrangères, Salah Bouissir, semblerait poursuivre un dessein à plus long terme. Pour ce dernier, la négociation sur les armes offrirait l'occasion de fixer dans le camp arabe un pays dont l'on sentait les sympathies flotter après le départ du Général de Gaulle.

Quels sont les avantages que chacune des parties peut espérer tirer de cette amorce de coopération ? Du côté français, on semble soucieux de voir la coopération militaire déboucher sur d'autres projets communs. Tel a été le but de la mission de hauts fonctionnaires et techniciens envoyée à Tripoli en février dernier. D'après les termes du communiqué commun clôturant les entretiens, l'agriculture et la pétrochimie ont été l'objet principal des discussions des partenaires.

Pour le moment, les relations privilégiées franco-libyennes sont encore fragiles et incertaines. Leur développement même risque de multiplier les crises et les difficultés. Au-delà des déclarations de bonne volonté les partenaires s'ignorent.

La politique étrangère libyenne comporte donc de nombreuses incertitudes. Son orientation dépendra de l'évolution de la situation au Proche-Orient. De nouvelles tensions et une guerre israélo-arabe pourraient amener une nationalisation de la production pétrolière et, par voie de conséquence, l'installation de l'U.R.S.S. dans le pays. La négociation risque par contre d'entraîner un désenchantement accompagné d'un repli sur le pays et d'un rapprochement avec le Maghreb. Une certaine agressivité verbale servirait encore à masquer le désengagement.

### C. — PROBLÈMES INTÉRIEURS.

La politique intérieure de la Libye semble aussi incertaine et indécise que sa politique étrangère. A la différence de ses voisins du Maghreb, ce pays a obtenu son indépendance sans violence. Il n'a pas, non plus, combattu

contre Israël comme l'Égypte. La Révolution actuelle est, par certains côtés, la représentation quasi-théâtrale des violences qui manquent à son histoire récente. Elle a tendance à en oublier le quotidien, à négliger l'économie et à mal situer sa place dans le monde.

Les nouveaux dirigeants libyens semblent ennuyés d'avoir à se soucier d'un pays ingrat et d'une population dont ils sentent les réticences. Leur engagement en faveur de la Palestine et leur politique militaire leur permettent de retarder les choix sur le plan intérieur et leur donnent les justifications et les moyens d'établir un système politique où les libertés formelles n'ont guère de place. La modernisation de l'armée est conçue non seulement dans une perspective de défense et de prestige du monde arabe, mais comme un moyen de transformer le pays tout en préservant les valeurs nationales.

Dans l'immédiat, les officiers ont cependant besoin, pour gouverner, de l'aide ou du moins de la neutralité d'autres groupes sociaux. Avec prudence la révolution libyenne a évité les brimades inutiles à l'égard des hommes de l'ancien régime. Les prisons, maintenant à peu près vides, n'ont jamais ressemblé à des camps de concentration. Les militaires au-dessus du grade de capitaine, jugés a priori peu sûrs, sont exilés dans les ambassades. Les fonctionnaires sont progressivement récupérés ou mis à la retraite. Les procès annoncés ont été ajournés. Si quelques rumeurs de complots persistent, elles ne paraissent guère annoncer un retour au passé.

Le plus grave problème sur le plan intérieur ne provient pas tant d'une opposition souterraine que de l'indécision des responsables. Ayant accédé au pouvoir sans programme autre que le renversement de la Monarchie, ils n'ont pas encore choisi le domaine où ils pourront faire preuve de leur efficacité. Ils semblent concevoir, avant tout, les problèmes politiques au niveau de décision auxquels ils ont été habitués en tant qu'officiers subalternes : des cas individuels, des idées simples et parfois de bon sens, mais guère de vues d'ensemble. On trouve, certes, dans leur sillage, une nouvelle couche de jeunes responsables administratifs de formation anglo-saxonne, substitués avec un certain bonheur aux cadres de l'ancien régime. Ces jeunes techniciens souhaitent s'attaquer aux problèmes à long terme et regardent d'un œil critique les vastes engagements extérieurs. Les militaires ont besoin d'eux pour ne pas perdre le soutien, ou la neutralité, de l'opinion publique des villes. Cette nécessité renforce, qu'ils le veuillent ou non, leur dépendance à l'égard de l'administration sans avoir beaucoup les moyens de contrôler son action.

Le Jihad et l'Unité introduisent certes un sursis pour les décisions graves. Mais la lassitude des classes moyennes urbaines grandit. Après avoir fait bon accueil à la Révolution, leurs membres se sentent frustrés et déçus. La réduction de l'activité économique, l'accroissement des impôts, la limitation des revenus des professions libérales, des propriétaires fonciers et même des fonctionnaires, constituent la trame de ce mécontentement. A cela s'ajoute la déception de voir l'armée monopoliser toutes les décisions. La disparition du parlement n'est guère regrettée. Mais l'absence de liberté de presse et le refus de laisser un rôle aux partis ou aux syndicats justifient une réserve et un désengagement qui ne diffèrent guère de l'attitude de

ces groupes à l'égard de l'ancien régime. Cette situation est sans doute inhérente aux gouvernements de type militaire. L'expression de toute forme d'opposition ou le simple désaccord s'en trouvent naturellement exclus. La logique du système doit conduire à son durcissement à mesure que les problèmes sans solution s'accumulent.

Si la classe moyenne intellectuelle évolue vers un nouveau repli, tout en acceptant de fournir les administrateurs et techniciens dont le régime a besoin, qu'en est-il des autres groupes ? La classe ouvrière ne semble guère plus enthousiaste. Des efforts ont certes été faits pour améliorer sa situation. Le relèvement du salaire minimum, les baisses de loyers et de tarifs médicaux, l'amélioration des conditions de travail dans les camps pétroliers, l'élimination de nombreux étrangers des emplois du secteur privé, sont des mesures prises avec plus d'éclat que d'effet. Par contre, la fermeture des bases étrangères, la prohibition de l'alcool, le ralentissement de la construction, ont mis plusieurs milliers de personnes au chômage. Comme les étudiants, les ouvriers ressentent avec un certain agacement le refus de les laisser disposer de leurs propres organisations représentatives. Leur désenchantement ne débouche pas encore sur l'opposition active mais entraîne une attitude réservée ou critique selon les cas.

L'attitude des ruraux est plus difficile à apprécier. Le 1<sup>er</sup> septembre a apporté la preuve que leur fidélité à la Monarchie était illusoire. Le rigorisme islamique des jeunes officiers, issus dans leur quasi-totalité des campagnes, les rassure. En outre, les nouveaux investissements agricoles et le gonflement des effectifs de l'armée devraient leur être favorables à des titres divers. Mais les militaires considèrent le nomadisme avec autant de suspicion que les partis politiques craignant que certains chefs traditionnels n'aient conservé des clientèles mobilisables le moment venu. Une politique de sédentarisation et de mise en valeur qui toucherait au statut des terres collectives pourrait réserver des surprises.

\*  
\*\*

Dans ces conditions, il est peu probable que le nouveau régime ait, avant longtemps, une autre structure ou d'autres institutions que la hiérarchie militaire, ni d'autre programme que l'Unité et la Palestine (3). Les colloques d'intellectuels ou les imitations de l'Union Socialiste Arabe ne changeront rien à cette réalité. Les dirigeants s'efforcent d'asseoir leur influence en ayant recours aux facteurs religieux et au passé national. Le Colonel Qaddhafi (4) préside la prière du Vendredi et fait volontiers de

(3) L'idéologie des militaires libyens correspond tout à fait au schéma général décrit par Morris JANOWITZ : *The Military in the Political development of New Nations*. Phoenix Books. Chicago, 1964, p. 63 sq. Il s'agit, en fait, d'un ensemble de thèmes idéologiques : nationalisme accentué, puritanisme, socialisme d'Etat et défiance à l'égard des activités politiques exercées par des civils. De tous ces sentiments le puritanisme à caractère nationaliste et religieux est sans doute le plus vif.

(4) Dans un discours à Misurata le 9 juillet 1970, il a introduit dans le Panthéon National un ancien résistant des années 1920 Ramadan SUHILI, sorte d'Abdelkrim Tripolitain qui s'était opposé aux Italiens et aux Senoussi. Allant au-delà du désir de flatter les Misurati, qui constituent un groupe important d'intellectuels, de commerçants et de fonctionnaires, cette référence vise à enlever à la Cyrénaïque et à la Senoussia le monopole de la résistance au colonisateur.

l'Islam, le fondement de ses choix politiques. La radio et la télévision se chargent de lui donner l'ampleur d'un Zaim.

Le pays acceptera-t-il longtemps de se plier à ces directives ? On ne sent guère d'opposition organisée, même si les mécontentements s'accumulent. La constitution progressive d'une caste militaire privilégiée devrait contribuer à structurer le régime. On pourra, à l'exemple de la Monarchie, pratiquer une politique de répartition des revenus entre les divers groupes de façon à désamorcer les mécontentements. Il reste cependant à mobiliser le pays dans un grand projet collectif tourné vers la création d'une économie post-pétrolière équilibrée. Le temps risque de manquer et paradoxalement les ressources humaines et matérielles susceptibles d'un tel développement.

La politique d'unité cristallise le mécontentement des Libyens contre leurs partenaires Egyptiens chaque jour plus nombreux. Des incidents pourraient amener le gouvernement à faire machine arrière et à se replier sur une politique gestionnaire qui se contentera des symboles de l'unité, pour se consacrer à la répartition des fruits de la prospérité.

Un tel changement d'orientation peut amener un changement de responsables. Mais il est peu probable que ces dissensions aboutissent à de grands bouleversements. L'équipe actuelle semble compter des personnalités assez différenciées pour qu'une nouvelle distribution des rôles puisse toujours trouver une justification doctrinale. Pour le moment, aucun Ataturk ne semble émerger du groupe. Il lui faudrait sans doute prendre conscience des limites que le système militaire, qui a permis les succès du début, impose aux développements futurs.

L'équilibre qui s'est établi entre gouvernants et gouvernés est de nature complexe. L'absence de coercition qui limite en retour la vigueur de l'opposition, semble autant due aux incertitudes de programme qu'à un manque d'organisation. La pression extérieure qui s'exerce sur le monde arabe contribue aussi à maintenir ce consensus.

La richesse pétrolière a d'abord permis à la Libye de s'offrir un appareil d'Etat avec une infrastructure économique et administrative coûteuse. Elle lui assure maintenant une présence et un poids nouveau dans le monde arabe. Les grandes puissances doivent aussi considérer ce pays autrement qu'un pion dans leurs rivalités. Tout ceci présente des satisfactions d'amour-propre non négligeables. Il faut espérer qu'en un troisième temps, ses nouveaux dirigeants sauront dépasser les obstacles que l'histoire et la nature ont imposés à son développement.

Hubert BRETON.

Juillet 1970